

Comment l'argent qatari influence la politique anti-israélienne de la France

écrit par Didier Defrance | 31 octobre 2024



L'Emir du Qatar, Cheikh Tamim bin Hamad Al Thani et le président français Emmanuel Macron, à Paris le 27 février 2024 ■ Yoan Valat, Pool via AP



L'Emir du Qatar, Cheikh Tamim bin Hamad Al Thani et le président français Emmanuel Macron, à Paris le 27 février 2024 ■ Yoan Valat, Pool via AP

En 2022, la France est devenue la deuxième destination européenne des investissements qataris après le Royaume-Uni, avec des actifs de plus de 25 milliards d'euros.

La récente querelle entre la France, ou plus précisément le président Emmanuel Macron, et Israël semble avoir un catalyseur simple et plausible : l'argent. Derrière les appels à l'embargo sur les livraisons d'armes à Israël, le soutien à la mission inutile ou même néfaste de la FINUL, et les ambitions néo-coloniales de « protection » du Liban, se cachent des motifs purement économiques. Il s'agit d'intérêts économiques tant publics que privés.

L'économie française traverse actuellement une période difficile, avec des implications potentielles pour toute l'Union européenne. La crise est centrée sur une dette publique croissante, estimée à plus de 3 000 milliards d'euros (soit 112% du PIB), et un déficit grandissant que le gouvernement français peine à maîtriser malgré diverses mesures d'austérité. Les pressions inflationnistes ont aggravé ces problèmes, affectant tout, des coûts de l'énergie à ceux de l'alimentation, tandis que les engagements de dépenses publiques en matière de santé, de retraites et de protection sociale pèsent davantage sur le budget national.

Pour faire face à la crise, la France a proposé un budget 2024 visant à réduire le déficit de 4,9% à 4,4% du PIB. Cependant, l'UE suit cette situation de près, car des inquiétudes persistent quant à la capacité de la France à atteindre ses objectifs budgétaires face aux défis politiques et sociaux. La santé économique de la France est essentielle à la stabilité de l'UE, et tout ralentissement significatif ou mauvaise gestion fiscale pourrait avoir des effets en cascade sur le bloc. Une économie française affaiblie pourrait ralentir la croissance à l'échelle de l'UE, d'autant plus que l'Europe fait déjà face à l'inflation, aux crises énergétiques et aux préoccupations

sécuritaires liées au conflit russo-ukrainien.

Où la France peut-elle trouver un soutien financier ? Dans le bloc des États contestés.

Selon les experts du Counter Extremism Project (CEP), la France a opté pour un partenariat stratégique avec le Qatar. Seule une fraction de cette alliance est transparente – début 2024, l'émirat s'est engagé à investir 10 milliards d'euros dans l'économie française.

La partie cachée est bien plus importante et croît silencieusement à mesure que les investissements significatifs du Qatar dans les secteurs français du sport et du luxe augmentent progressivement.

Le gouvernement qatari possède des hôtels de luxe à Paris, Cannes et Nice, une participation dans la célèbre marque française de Bernard Arnault, LVMH. Les Qataris possèdent les grands magasins Printemps et la majorité des parts du Paris Saint-Germain.

En 2022, la France est devenue la deuxième destination européenne des investissements qataris après le Royaume-Uni, avec des actifs de plus de 25 milliards d'euros, et nous ne parlons que des achats directs par des entités qataries.

Cela a fourni au Qatar « un levier culturel pouvant influencer les affaires intérieures et la politique étrangère française. Cette influence est particulièrement évidente dans le contexte du conflit actuel à Gaza suite à l'attaque du Hamas du 7 octobre. Le Qatar et la famille royale Al Thani ont un historique de soutien financier aux groupes islamistes, dont le Hamas. Les recherches du Counter Extremism Project ont révélé que le Qatar joue un rôle principal dans le soutien au Hamas avec plus d'un demi-milliard de dollars d'aide financière annuelle », note Edmund Fitton-Brown, ancien coordinateur de l'équipe de surveillance de l'ONU pour l'EI, Al-Qaïda et les Taliban.

Comme il le souligne, l'influence du Qatar dans la politique française pourrait s'étendre au-delà du seul soft power.

« La ministre française de la Culture actuelle, Rachida Dati, aurait récemment été en contact avec le ministre qatari du Travail, Ali bin Samikh al Marri, pendant la période du scandale de corruption du Qatargate, alors qu'elle était député européen. Al Marri a été décrit par la police belge comme le leader des efforts qataris pour corrompre des membres du Parlement européen, et ses liens avec Dati sont un exemple révélateur de l'influence qatarie atteignant le cœur même du gouvernement français. »

Cependant, il n'y a pas que le Qatar. Les récentes déclarations et la politique de Macron concernant le Liban le placent du même côté que l'Iran. Même sans tenir compte de la position anti-israélienne du président français, le fait que Macron discute de la question du cessez-le-feu avec le président iranien Pezeshkian, qui est le marionnettiste derrière le Hezbollah et tire grandement profit du conflit en cours, est significatif.

De plus, Macron, dans la plus pure tradition du néo-colonialisme, prétend être le « protecteur du peuple libanais » et collecte des fonds pour eux. Ses tentatives d'ignorer le Hezbollah, qui s'appropriera apparemment une grande partie de l'aide économique destinée au Liban (exactement comme il s'approprie les armes occidentales données à l'armée libanaise pour combattre cette organisation terroriste), peuvent s'expliquer par son engagement profond avec des figures politiques libanaises associées au Hezbollah. Selon Georges Malbrunot, journaliste au Figaro et expert du Moyen-Orient, Macron a conclu un accord avec des représentants du Hezbollah au Liban en 2020. Après l'explosion dévastatrice du port de Beyrouth, le président français a fait en sorte que son collègue, Rodolphe Saadé, propriétaire de BFM TV et de la compagnie maritime française CMA-CGM, obtienne le contrat de

reconstruction de plusieurs milliards d'euros.

Le représentant du Hezbollah au Parlement libanais, Mohammed Raad, a rencontré Macron et Saadé. L'accord a été négocié puis signé par un autre affilié du Hezbollah – le ministre franco-libanais des Transports Ali Hamie. Selon Malbrunot, Macron, en échange de l'accord, a accepté d'ignorer toute activité du Hezbollah dans la région. Cela l'aide, sinon à contrôler la politique libanaise comme une colonie française, du moins à avoir une grande influence sur elle.

Mais le Liban n'est pas le seul pays au monde que Macron veut contrôler avec l'Iran. Le Caucase du Sud, comme le Moyen-Orient, est considéré par Paris comme une région d'importance en raison de sa « connexion historique ». Depuis plusieurs siècles, la France se présente comme le « gardien » de l'Arménie. Depuis que les dirigeants arméniens ont accepté de conclure un accord de paix avec l'Azerbaïdjan pour mettre fin à une animosité séculaire, la France et l'Iran ont commencé à les approvisionner en armes, tentant de saboter la réconciliation. Les deux pays ont besoin de maintenir le conflit pour exercer leur influence dans la région. Étant donné que l'Azerbaïdjan est un allié indéfectible d'Israël, la France s'aligne une fois de plus avec Téhéran, qui considère l'État juif comme son ennemi juré.

La politique néo-coloniale de Macron semble rapprocher la France de l'ère de Vichy, Paris collaborant avec un régime qui cherche à être le successeur moderne des nazis, particulièrement dans leur vision de l'État juif.

<https://www.i24news.tv/fr/actu/france/artc-comment-l-argent-qatari-influence-la-politique-anti-israelienne-de-la-france>